



Assemblée générale  
Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

A/54/528  
S/1999/1126  
4 novembre 1999  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Cinquante-quatrième session  
Points 63, 107, 108, 109, 110, 112  
et 114 de l'ordre du jour  
QUESTION DE CHYPRE  
PRÉVENTION DU CRIME ET JUSTICE PÉNALE  
CONTRÔLE INTERNATIONAL DES DROGUES  
PROMOTION DE LA FEMME  
SUITE DONNÉE À LA QUATRIÈME CONFÉRENCE  
MONDIALE SUR LES FEMMES  
PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS  
DE L'ENFANT  
ÉLIMINATION DU RACISME ET DE LA  
DISCRIMINATION RACIALE

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Cinquante-quatrième année

Lettre datée du 3 novembre 1999, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent de la Turquie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du  
3 novembre 1999, que vous adresse M. Aytuğ Plümer, représentant de la République  
turque de Chypre-Nord (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la  
présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au  
titre des points 63, 107, 108, 109, 110, 112 et 114 de l'ordre du jour et du  
Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Volkan VURAL

ANNEXE

Lettre datée du 3 novembre 1999, adressée au Secrétaire général  
par le représentant de la République turque de Chypre-Nord

J'ai l'honneur de me référer aux déclarations que le représentant chypriote grec a faites devant la Troisième Commission de l'Assemblée générale, les 13, 19, 22 et 28 octobre 1999, au titre des points 109 ("Promotion de la femme"), 110 ("Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes"), 107 ("Prévention du crime et justice pénale"), 108 ("Contrôle international des drogues"), 112 ("Promotion et protection des droits de l'enfant") et 114 ("Élimination du racisme et de la discrimination raciale") de l'ordre du jour. Ces déclarations contiennent des allégations qui dénaturent les faits concernant la question de Chypre. Il est regrettable que la partie chypriote grecque persiste dans sa campagne de désinformation, qui ne fait qu'aggraver la crise de confiance entre les deux parties. Puisque la partie chypriote turque se voit refuser le droit d'intervenir devant la Commission, force m'est de répondre à ces allégations par écrit.

Lorsqu'il se réfère à Chypre-Nord, le représentant chypriote grec parle des "zones occupées". Je tiens à réitérer que la seule occupation illégale à Chypre est l'occupation par la partie chypriote grecque du siège du Gouvernement de la République binationale de Chypre qu'elle a usurpé il y a 36 ans et continue à usurper depuis.

Les faits historiques ne corroborent pas la version d'"invasion" et d'"occupation" par la Turquie que la partie chypriote grecque voudrait donner de la question de Chypre. La vérité est que le problème chypriote a été créé en 1963 lorsque l'aile chypriote grecque de la République de Chypre, créée en vertu de traités internationaux, a essayé d'imposer sa volonté politique aux Chypriotes turcs par la force des armes. À la suite de l'attaque chypriote grecque de décembre 1963, les Chypriotes turcs ont été exclus de force de tous les organes de l'État et soumis à une brutale campagne de nettoyage ethnique. Des centaines de civils ont été tués et des milliers transformés en réfugiés apatrides.

La Turquie est intervenue sur l'île à la suite du coup d'État fomenté par la Grèce en 1974 en vue d'annexer l'île. Le dirigeant chypriote grec d'alors, Mgr Makarios, dans l'allocution qu'il a prononcé devant le Conseil de sécurité le 19 juillet 1974, a lui-même qualifié le coup d'État d'"invasion" par la Grèce.

L'intervention turque à Chypre a été provoquée par une campagne systématique d'oppression et de discrimination dirigée par la partie chypriote grecque contre les Chypriotes turcs pendant 11 ans. Le peuple chypriote turc juge donc indispensable que soient maintenues les garanties turques prévues par le Traité de garantie de 1960.

Il ressort clairement de ce qui précède que l'administration chypriote grecque, qui est entièrement responsable d'avoir créé et perpétué la question de Chypre, n'a aucun droit de porter de fausses accusations contre la Turquie et la République turque de Chypre-Nord. Il faut que la communauté internationale

/...

sache ce qu'est véritablement l'administration chypriote grecque : une administration qui s'est livrée au nettoyage ethnique et à toutes sortes d'exactions contre les Chypriotes turcs entre 1963 et 1974, et qui continue depuis à mener une guerre d'usure contre Chypre-Nord en lui imposant un embargo généralisé inhumain.

Le représentant chypriote grec a l'audace de se plaindre de ce que sa partie ne "puisse pas" appliquer certains instruments et plans d'action internationaux dans ce qu'il nomme les "zones occupées" de Chypre. Je tiens tout d'abord à préciser qu'il existe à Chypre deux États indépendants et souverains représentant les deux peuples. Ni juridiquement, ni moralement, l'administration chypriote grecque n'est fondée à prétendre représenter qui que ce soit d'autre que les Chypriotes grecs. Rien ne l'autorise à représenter le peuple chypriote turc, dont les représentants légitimes sont ceux qui sont élus en vertu de la Constitution de la République turque de Chypre-Nord, ni à agir en son nom. En outre, que la partie chypriote grecque prétende jouir d'un pouvoir quelconque sur Chypre-Nord ou se plaigne de ne pas pouvoir appliquer les dispositions relatives aux droits de l'homme de certaines conventions sur l'ensemble de l'île, est de l'hypocrisie pure puisque les faits historiques montrent clairement que de 1963 à 1974, même les droits les plus fondamentaux des Chypriotes turcs, notamment leur droit à la vie, à la liberté et à la sécurité, ont été honteusement bafoués.

Le représentant chypriote grec a tenté également de dépeindre la République turque de Chypre-Nord comme un centre de blanchiment d'argent et de trafic de drogues. En fait, il ressort clairement des informations publiées par des sources autorisées et par la presse internationale que c'est Chypre-Sud, administré par les Chypriotes grecs, qui sert de centre à ces activités illicites. Tout récemment encore, lors d'une audition de la Commission des services bancaires et financiers de la Chambre des représentants des États-Unis tenue le 21 septembre 1999 sur la question de la corruption et du blanchiment d'argent, le représentant Doug Bereuter a notamment déclaré qu'il suffirait de se rendre à Chypre aujourd'hui pour se rendre compte de l'influence du blanchiment d'argent sur l'économie de l'île et qu'elle était devenue un centre de blanchiment de l'argent venant de l'ex-Union soviétique.

Dans son numéro du 15 septembre 1999, le quotidien chypriote grec Mahi, citant le journal grec Eksusia, a rapporté que Chypre-Sud était actuellement utilisé comme centre de blanchiment d'argent par l'intermédiaire de banques et d'entreprises off-shore. Selon cet article, une dizaine de milliards de dollars auraient été blanchis par le truchement de ces entreprises établies à Chypre-Sud.

Pour ce qui est du trafic de drogues à Chypre, on pourrait s'attendre à ce que l'administration chypriote grecque regarde un peu ce qui se passe chez elle avant d'accuser les autres. M. Christakides Kachikides, Chef de la brigade des stupéfiants du Département de la police chypriote grecque, n'a-t-il pas lui-même reconnu dans une récente déclaration publiée dans le numéro du 1er novembre 1999 du quotidien chypriote grec Simerini que l'abus de stupéfiants à Chypre-Sud était un problème qui touchait "des milliers de Chypriotes grecs" et que la consommation de drogues telles que la cocaïne et l'héroïne y augmentait progressivement.

/...

L'administration chypriote grecque se sert de son titre usurpé de "Gouvernement chypriote" comme d'une arme politique pour propager à l'Organisation des Nations Unies et devant d'autres instances internationales des allégations sans fondement contre la partie chypriote turque et la Turquie et pour masquer ses résultats peu glorieux dans le domaine des droits de l'homme et autres domaines connexes. Tant que cette campagne de désinformation ne sera pas remplacée par une attitude nouvelle et réaliste, on ne peut guère espérer que la confiance se rétablira entre les deux parties et que les deux États parviendront enfin à régler le conflit qui les oppose.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 63, 107, 108, 109, 110, 112 et 114 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant de la République  
turque de Chypre-Nord

(Signé) Aytuğ PLÜMER

-----